

## **Le succès durable de ceux qui sont à l'origine du Brexit est un insoutenable paradoxe**

*di Aurélien Antoine*

Le professeur de droit public s'interroge sur les mécanismes à l'œuvre dans la popularité de l'extrême droite britannique, qui s'explique, selon lui, par la « force de frappe numérique et financière » des ennemis de la démocratie

Les dix ans du référendum sur le Brexit donnent l'occasion d'acter son échec. L'ensemble des promesses de ceux qui l'ont promu n'a pas été satisfait : économie en berne, services publics en souffrance, immigration difficilement contrôlable, défiance politique à des niveaux inédits, fractures sociales et territoriales plus profondes que jamais. Le Brexit n'est pas responsable de tout. La pandémie de Covid-19, la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient ou la politique erratique des Etats-Unis de Donald Trump ont eu sans doute des impacts cumulés supérieurs aux conséquences du retrait de l'Union européenne (UE).

Ce sombre constat révèle un insoutenable paradoxe : celui de la pérennité du succès politique de ceux qui sont à l'origine du Brexit, au premier rang desquels Nigel Farage. Selon les études d'opinion, il est en position de ravir le poste de premier ministre aux prochaines élections générales [*prévues au plus tard en 2029*]. Les scrutins locaux du mois de mai ont confirmé la montée en puissance depuis 2024 de son parti, Reform UK. Ce succès continu depuis deux ans tient à un raisonnement réducteur concernant le Brexit. Les conservateurs, puis les travaillistes au pouvoir l'auraient « *volé* » en ne rompant pas véritablement avec l'UE. Des premiers rapprochements assumés par Rishi Sunak, le dernier chef de gouvernement conservateur, au « *réalignement dynamique* » du Royaume-Uni sur l'UE lancé par

Keir Starmer, tout prouverait que l'élite de Westminster n'aurait jamais vraiment voulu prendre le large.

Les arguments de Nigel Farage souffrent la contradiction. Sur le terrain économique, les premiers temps du Brexit ont bien été marqués par la volonté du premier ministre Boris Johnson [2019-2022] de conclure des accords commerciaux avec des pays non européens dans le cadre de son projet de « Global Britain ». Or, s'il y a bien eu des traités de libre-échange signés notamment avec le Japon, l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, leur impact est évalué, pour chacun d'eux, à moins de 0,02 % et au mieux 0,07 % de croissance du produit intérieur brut, selon le gouvernement lui-même. Quant au projet d'un traité avec les Etats-Unis, il s'est heurté systématiquement à des intérêts et à des réglementations trop éloignées les unes des autres. Le « Global Britain » fut une chimère. La simple lecture des statistiques du Bureau de la responsabilité budgétaire britannique montre que le Royaume-Uni, en sortant de l'UE, est devenu une économie moins ouverte et moins attirante à l'échelle internationale.

Sur le front migratoire, la difficulté des autorités britanniques de maîtriser les flux des demandeurs d'asile tient en partie au Brexit. En ne bénéficiant plus du règlement Dublin III de l'UE, certes perfectible, les Britanniques n'ont plus aucune possibilité de renvoyer cette catégorie de migrants vers leur pays d'entrée sur le sol européen. Cette obsession de Reform UK mérite, par ailleurs, d'être relativisée : outre un solde net migratoire qui a diminué d'environ 50 % depuis un an, les citoyens britanniques ne positionnent pas toujours l'immigration en tête des défis que leur pays doit surmonter. Selon la dernière enquête de l'Office national des statistiques, l'immigration est bien une préoccupation pour la majeure partie des citoyens, mais elle se place loin derrière le coût de la vie, l'état du système de santé et les conflits internationaux.

### **Amère expérience**

Le succès de Reform UK ne devrait être que conjoncturel, si l'on s'en tient aux faits. En revanche, sa présence durable pourrait résulter de trois facteurs structurels. Les partis traditionnels peinent, d'abord, à renouveler leur offre politique. Ils restent emprisonnés dans une rationalité économique et budgétaire qui ne convainc plus une partie notable de l'électorat (en particulier la population du nord de l'Angleterre, qui considère n'avoir jamais véritablement profité des périodes de croissance). Ensuite, la

stigmatisation d'un ennemi à l'origine du déclin national (ici, « *l'immigré* »), assumée par Reform UK, est reprise à leur compte par les formations politiques modérées.

Elles devraient, pourtant, s'en distinguer radicalement, au risque de disparaître. Les conservateurs britanniques en font l'amère expérience depuis 2024. Leur situation n'est pas sans rappeler celle des Républicains, en France, par rapport au Rassemblement national. Enfin, la montée en puissance des forces extrêmes déstabilisant les principes démocratiques résulte de l'affaiblissement de la culture démocratique des citoyens, qui implique un esprit critique éclairé. Inverser cette tendance justifierait un investissement massif dans l'éducation.

Or cette question n'est pas au cœur des inquiétudes des électeurs. Surtout, les politiques publiques en la matière ne sont pas volontaristes. L'Institute for Fiscal Studies montre, dans un rapport annuel pour 2025-2026, que le niveau de dépenses par étudiant en 2025 est tombé au plus bas depuis le début des années 2010. Les sommes immobilisées pour les élèves du secondaire stagnent ou progressent très peu depuis une vingtaine d'années. Pourtant, à l'heure des infox, de la substitution de l'intelligence artificielle à l'esprit humain, et de l'effet délétère de certains réseaux sociaux sur la formation de l'opinion, le besoin d'éducation est une impérieuse nécessité au Royaume-Uni. Le référendum sur le Brexit nous rappelle qu'il fut l'un des tout premiers scrutins majeurs dont l'issue a été fortement influencée par la diffusion massive de fausses nouvelles par voie numérique. Un rapport de la Chambre des communes avait souligné le rôle déterminant de puissances étrangères hostiles aux démocraties occidentales, dont la Russie.

Dix ans plus tard, le Royaume-Uni est toujours démuni face à aux plateformes numériques insuffisamment régulées. L'immixtion incessante d'Elon Musk dans le débat public britannique en témoigne. S'y ajoute le financement régulier des initiatives d'extrême droite. Après Reform UK, le patron de X a jeté son dévolu sur Tommy Robinson, un ancien hooligan à l'origine des grandes manifestations nationalistes et xénophobes de Londres en septembre 2025 et en mai 2026. Finalement, la véritable leçon de l'anniversaire des dix ans du Brexit est l'incapacité d'une démocratie à contrecarrer la force de frappe numérique et financière de ceux qui souhaitent la voir mourir.